

QUINZAINE de l'égalité des chances et de la diversité  
Le Centre du Libre Examen propose  
3 activités sur le thème :

## école et égalité des chances

14/11 et  
18/11  
de 12h à 14h  
deux **Rencontres**  
**Locales**  
avec les communes  
de Forest et  
Schaerbeek

23/11  
de 14h à 17h30  
**Colloque Des synergies  
pour raccrocher à l'école (2):  
l'égalité à l'école  
à Bruxelles Laïque**

16/11  
de 9h à 12h  
**Visite du service d'Action Sociale  
Globale Solidarité Savoir  
à Molenbeek-Saint-Jean**

"Notre jeunesse,  
notre diversité,  
notre force"



ÉGALITÉ DES CHANCES & DIVERSITÉ  
REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[www.facebook.com/quinzaine.veertiendaagse](http://www.facebook.com/quinzaine.veertiendaagse)

[www.centre-librex.be](http://www.centre-librex.be) - 02 535 06 78

[vlacroix@centre-librex.be](mailto:vlacroix@centre-librex.be)



### Visite de l'asbl « SOLIDARITE – SAVOIR »

Molenbeek, le 16 novembre 2011

#### Personnes présentes :

- Annette PERDAENS – Observatoire de la santé et du social de Bruxelles
- Nicolas LANDRI – Médiateur scolaire à l'institut Saint Louis
- Karima KASSIMI – Centre social de prévention de la Commune de Saint Josse [csprevention@stjosse.irisnet.be]
- Catherine GIET – Centre de documentation et de coordination sociale (CDCS) [cgiet@cdcs-cmdc.be]
- Gilles HALLEZ – Coordinateur de « Solidarité-Savoir »
- Laure LAURENT – Assistante sociale « Solidarité-Savoir »
- Anne BERNARD – Centre Régional du Libre Examen de Bruxelles
- Valérie BRIXHE – Centre Régional du Libre Examen de Bruxelles
- Ingrid DUPUIS – « Pour la solidarité »

## **« Solidarité-Savoir », un centre d'action sociale globale**

L'asbl « Solidarité-Savoir » est un centre d'action sociale globale situé sur la commune de Molenbeek-Saint-Jean. Ses missions comprennent une permanence sociale générale, qui permet aux gens de trouver une écoute, de l'aide et d'être au besoin dirigés vers des services spécialisés. En outre, elle organise un réseau d'échange de savoirs ouvert à tous. Il s'agit d'un lieu de rencontre privilégié où se côtoient des personnes de tout âge, de toute origine et de toute classe sociale, chacune détentrice d'un bagage culturel à faire découvrir et à partager avec les autres. Des sorties culturelles sont aussi organisées. Elles ont lieu une fois par mois et sont préparées avec le public participant. L'asbl consacre également une partie de son énergie au volet communautaire qui concerne la vie du quartier Ribaucourt.

Enfin, Solidarité-Savoir a développé une permanence pour orienter les jeunes en décrochage scolaire. Cette permanence a ceci de particulier qu'elle est destinée aux jeunes de plus de 18 ans (jusqu'à 25 ans) qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire et qui, pourtant, sont de plus en plus nombreux à fréquenter encore un établissement du secondaire. Pour la plupart issus de quartiers paupérisés, ces jeunes ont vécu un parcours scolaire chaotique qui rend complexe leur intégration dans les dispositifs d'insertion professionnelle pour adultes.

Lors de la visite, le coordinateur nous a présenté son dispositif d'action, les réseaux mobilisés, les résultats obtenus ainsi que les difficultés rencontrées. L'objectif de cette note est de vous restituer les outils de son analyse ainsi que le fruit de sa réflexion issue de son expérience de terrain.

## **Molenbeek-Saint-Jean, une commune du croissant pauvre de Bruxelles**

Pour comprendre le cadre dans lequel l'association travaille, il faut se pencher sur la situation socio-économique du quartier. En observant des tableaux statistiques de la région de Bruxelles et de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean,<sup>1</sup> la situation précaire des habitants du quartier saute aux yeux.

Tout d'abord, la commune fait partie du croissant pauvre de Bruxelles, elle cumule donc nombre de caractéristiques en termes de pauvreté : à Molenbeek, le revenu moyen par habitant et par an se situe tout en bas de l'échelle des revenus régionaux, entre 5.300 et 9.200 euros en 2005. Entre 27,4% et 36,4% des habitants (selon les quartiers) sont bénéficiaires de revenus du travail, ce qui est très faible par rapport à la moyenne régionale (41,5 %). Le taux de chômage au niveau communal s'élève à 27,3% en 2008 contre 19% en

---

<sup>1</sup> Fiches communales d'analyse des statistiques locales en Région bruxelloise disponibles sur : [http://www.observatbru.be/documents/graphics/fiches-communales/2010/12\\_molenbeek\\_fr.pdf](http://www.observatbru.be/documents/graphics/fiches-communales/2010/12_molenbeek_fr.pdf)

moyenne régionale. Ces taux sont encore plus élevés pour jeunes de moins de 25 ans (respectivement 40,9% et 31,7%), même pour les jeunes diplômés du supérieur, et les femmes (respectivement 31% et 20,5%).

On connaît la forte poussée démographique sur Bruxelles-Capitale, avec un rajeunissement de la population sous l'effet d'une natalité élevée. A Molenbeek, l'âge moyen des habitants est particulièrement bas (entre 29,6 - 35,0 ans en 2006) : les enfants de moins de 5 ans et les jeunes adultes 25-30 ans sont surreprésentés dans la commune. Au final, la population molenbeekoise est passée de 71.000 à 84.000 entre 2000 et 2008, soit un taux de croissance de 18 % sur la période. A cela, il faut rajouter que 41% des enfants de 0-17 ans vivent dans un ménage sans emploi rémunéré (contre 34% en moyenne régionale), ce qui représente un facteur de précarité et contribue à fragiliser les situations sociales et économiques des familles. De plus, si l'on prend en compte la crise de 2009 et celle que nous subissons pour le moment, les chiffres sont sans doute encore davantage alarmants.

En ce qui concerne la scolarité, on constate une surreprésentation des élèves de Molenbeek dans l'enseignement technique et professionnel comparé à la moyenne de la région. Cela tend à prouver que la cartographie des formations n'est pas homogène sur le territoire bruxellois et que les établissements de la commune ont une offre beaucoup plus ciblée sur les filières techniques et professionnelles qu'ailleurs. Les élèves de l'enseignement secondaire vivant sur la commune de Molenbeek ont en moyenne davantage d'années de retard que la moyenne de la région.

Après avoir brossé ce rapide tableau de la situation économique et scolaire du quartier, on peut postuler différentes causes aux problèmes de scolarité de ces jeunes. En effet, les problèmes de pauvreté, de précarité ou d'exclusion socioprofessionnelle accroissent les risques que les jeunes soient élevés dans un cadre familial déficient avec des aptitudes sociales lacunaires. Si l'on prend l'exemple d'une maman, qui ne travaille pas et qui a du mal à joindre les deux bouts, son principal souci sera de faire manger la famille plutôt que de s'assurer que les devoirs ont été faits. Mais il a également comme facteurs déterminants, la différence de langue maternelle, le manque de place à la maison pour étudier, le manque de qualification des parents pour suivre la scolarité.

A cela s'ajoute le constat fait d'une inégalité de l'offre de formation sur la région. Si les jeunes veulent intégrer des classes générales, il leur faudra souvent se déplacer hors de la commune. Ce qui n'est pas toujours simple à accepter pour les familles, surtout lorsqu'il s'agit de jeunes filles qui elles doivent emprunter des itinéraires jugés à risque entre l'école et le domicile.

Les personnes présentes ont permis de soulever un problème. Les jeunes ne vont en effet que rarement par choix en section professionnelle. Les jeunes y sont envoyés lorsqu'ils n'atteignent pas les résultats ou qu'ils sont turbulents en classe. Le problème réside

également dans la dévalorisation de ces métiers manuels dans la société et le peu de choix qui sont offerts dans cette filière.

La question du retard scolaire - souvent de 2 ans – amène au problème suivant : le secteur de l'aide à la jeunesse ne s'occupe plus de ces jeunes devenus majeurs sans avoir terminé leur cursus scolaire. De plus, ces jeunes sont souvent exclus des écoles au moindre faux pas. Lorsque ceux-ci sont en décrochage scolaire depuis quelques temps avant leur majorité, très peu d'aide leur sont proposées pour se réinsérer dans un parcours scolaire.

Néanmoins, on peut noter que les cellules de veille continuent à s'occuper de jeunes majeurs mais à conditions qu'ils soient toujours dans un système scolaire, ce qui n'est pas le cas quand un jeune est en décrochage.

Pour conclure cette partie, il n'y a aucune volonté politique de s'occuper de ces jeunes majeurs. Ceux-ci, n'ayant pas de diplôme, ont moins de chance de grimper dans l'ascenseur social. En effet, ils se confrontent à plus de difficulté pour trouver du travail - en particulier un travail valorisé socialement - et à davantage de probabilités de vivre d'allocations sociales ou de revenus du travail peu élevés. Et la boucle est bouclée...

### **Les actions en matière de décrochage scolaire de « Solidarité-Savoir »**

L'asbl « Solidarité-Savoir » accueille ce public de jeunes jusqu'à 25 ans. Elle travaille sur deux volets, l'un communautaire et l'autre individuel.

Le volet communautaire fonctionne par un groupe de recommandations qui tente de ramener la parole de ces jeunes et le constat de terrain au niveau politique. Les rencontres ont lieu une fois par mois et essaient de trouver des solutions à l'exclusion scolaire qui est en augmentation dans le premier degré de l'enseignement secondaire. La ministre de l'enseignement a déjà répondu à certaines des recommandations concernant la problématique mais on peut se questionner sur leur effectivité et/ou leur efficacité. A titre d'exemple, la création d'un premier degré différencié n'a pas eu que des effets positifs, bien au contraire. Les classes différenciées sont des classes d'exclusion dont il est très difficile de sortir pour réintégrer l'enseignement général.

Le volet individuel quant à lui permet d'accueillir des jeunes jusqu'à 25 ans qui se trouvent à la frontière entre l'école et le monde du travail. L'association approche le jeune dans sa globalité et l'informe de toutes les possibilités qui s'offrent à lui pour se construire son propre projet d'avenir. L'équipe accompagne le jeune dans la définition de son projet – qui doit être réaliste – et dans sa concrétisation. L'objectif est que le jeune s'interroge sur son avenir et reprenne confiance en lui.

Le relais de l'information est indispensable pour que le jeune puisse effectuer un choix conscient d'avenir. Dans son travail, l'asbl tisse des liens de partenariat avec des écoles du quartier et d'autres associations, afin de diriger les jeunes dans le service le plus en adéquation avec leurs besoins.

### **Des pistes de solutions : durée et globalité**

L'idée principale que défend l'association est un relais entre divers services pour que les jeunes soient suivis dans la durée et ne subissent pas de coupures dans l'accompagnement.

Le problème de ces jeunes majeurs est qu'ils se situent dans un no man's land politique. En effet, le politique n'envisage pas le jeune dans sa globalité. Il faudrait donc un dispositif qui permette d'informer le jeune, le plus tôt possible sur les possibilités qu'il peut rencontrer afin qu'il ne se retrouve pas à 18 ans dans une impasse.

L'intérêt de faire un relais entre plusieurs services est d'offrir une aide spécialisée mais dans la durée et sans point de rupture entre l'adolescence et l'âge adulte. Ce service devrait travailler sur le lien entre école et emploi, dans une optique de continuité.

Ceci permettrait en outre d'apprendre aux jeunes à se fixer de petits objectifs réalisable plutôt que de les confronter à la dernière minute à un mur infranchissable. Les jeunes pourraient alors se réapproprier des objectifs et leur avenir.

L'idée répandue d'un tronc commun mais davantage diversifié – contenant hormis des cours classiques, des cours de pratique professionnelle – afin qu'ils puissent faire un choix conscient, relève du même point de vue : donner à chacun les moyens, les mêmes chances d'arriver à ce qu'il souhaite. La diversité enrichit, alors pourquoi l'exclure ?